

Neutral Nations Supervisory Commission

for Korea

SWISS DELEGATION

ad: p.B:15.11.Corée.-SE/en.

Panmunjom, le 13 février 1961

Ma/j

en	PD						
Datum	23.11						142
Visé							Pi
EPD 22. Feb. 1961							
Ref. S. B. 15. 11. Corée.							

Monsieur le Ministre,

A la Division des Affaires politiques
du Département politique fédéralB e r n e

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 30 du mois dernier, relative à un éventuel établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Sud. Vous me demandez de vous faire connaître mon avis à ce propos.

Etant donné que je suis arrivé à Panmunjom à la fin de janvier et qu'il s'agit en l'occurrence de mon premier séjour en Extrême-Orient, il me paraît un peu présomptueux de vous communiquer mon opinion après un aussi court laps de temps. Ayant eu l'occasion de m'entretenir avec les Ambassadeurs de France, des USA, d'Italie, de l'Allemagne fédérale, le Chargé d'affaires du Royaume Uni et divers personnalités américaines, je peux cependant d'ores et déjà répondre provisoirement à vos lignes précitées:

I. Situation économique

Mes interlocuteurs - à l'exception des Américains - sont fort pessimistes. La conjoncture économique en Corée du Sud est mauvaise; elle ne repose pas sur une base saine. Comme on le sait, toute l'industrie lourde et la plus grande partie de l'équipement électrique se trouvent en Corée du Nord. Le Sud se consacre presque exclusivement à l'agriculture, à part certaines branches de l'industrie légère. La monnaie - le hwan - est faible; récemment le cours du hwan a été à deux reprises dévalué (1.1. et 2.2.61) dans le but de mettre fin aux spéculations du marché noir. Mais cette manipulation monétaire - selon l'avis des experts - sera inefficace et provoquera une nouvelle hausse des prix. Les salaires étant très bas, les conditions de vie de la population s'aggraveront encore.

L'aide américaine - 250 millions de dollars pour cette année - aurait atteint, depuis 1946, le montant de \$ 3 milliards. On a la nette impression que cet argent s'est volatilisé; les réalisations sont en tout cas restreintes.



Neutral Nations Supervisory Commission

for Korea

- 2 -

SWISS DELEGATION

L'équipement électrique, qui aurait dû être une des premières préoccupations des autorités, ne se développe que très lentement. Au point de vue agricole, aucun effort sérieux n'a encore été entrepris pour moderniser et améliorer la production.

Une corruption éhontée règne dans les relations entre les autorités et les commerçants. Aucune licence, aucun permis n'est accordé sans le versement d'avantageux pourcentages. La majorité des commandes importantes sont réservées aux maisons américaines. L'Ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré que plusieurs hommes d'affaires allemandes avaient renoncé à prospecter ce marché et fermé les agences qu'ils avaient ouvertes à Séoul. Autre exemple: il y a quelques mois, une adjudication avait été mise au concours pour la livraison d'une centrale électrique destinée à la ville de Pusan; Siemens et BBC ont également présenté des offres. Malgré que les prix des deux sociétés européennes aient été plus bas, l'affaire a été finalement enlevée par la General Electric.

La situation économique serait en revanche plus favorable en Corée du Nord. Soumis à une discipline de fer, la population est obligée de travailler à plein rendement. La spéculation, la corruption - plaies du Sud - n'existeraient pas. D'importantes entreprises dans le domaine industriel ont déjà été créées. D'après quelques observateurs, le standard de vie des indigènes serait supérieur. L'aide des pays de l'Est - plus discrète que l'américaine - semble être efficace et aboutit à des résultats concrets. L'expert américain essaie d'imposer aux sud-coréens des conceptions qui leur sont complètement étrangères. Les machines et appareils "made in USA" sont trop compliqués pour l'indigène, tandis que l'équipement chinois ou soviétique - de qualité inférieure, mais plus simple dans son maniement - permet un rendement supérieur. Dans le Sud, la vente d'objets de luxe accapare une grande partie des salaires, bien que le peuple ait un urgent besoin de produits essentiels. Résultats: la construction est négligée, mais dans presque chaque taudis hurle la radio. La "United States Operations Mission" (USOM), chargée de s'occuper de la répartition de l'aide américaine, dispose d'un personnel très nombreux, dont les compétences seraient restreintes; une bureaucratie envahissante freine l'activité de cet office, qui - animé pourtant des meilleures intentions - agit en vase clos d'une manière trop théorique.

Neutral Nations Supervisory Commission

for Korea

- 3 -

SWISS DELEGATION

II. Situation politique

Après la démission du Président Rhee, les USA ont essayé d'imposer à la Corée du Sud un régime démocratique. On peut se demander si un tel système politique est viable dans un pays en voie de développement, encore en état d'armistice. De telles populations ont - me semble-t-il - le besoin de pouvoir placer leur confiance et leurs espoirs en un homme fort; un chef est indispensable. Rhee n'était certes pas aimé, mais on le craignait et il savait imposer des décisions. Le Gouvernement actuel paraît bien faible; à plusieurs reprises, il a déjà été remanié. La Corée du Sud fait maintenant le dur apprentissage de la démocratie. L'expérience n'est guère concluante; de nombreux partis politiques se livrent à de stériles luttes intestines. Le Premier-Ministre, trop prudent, n'ose même pas, par crainte de mécontenter l'opposition, faire progresser des négociations, destinées - ce qui serait pourtant indispensable - à améliorer les rapports avec le Japon.

Question primordiale: La Corée du Sud peut-elle être considérée comme un Etat indépendant? Les Ambassadeurs de France et de l'Allemagne fédérale ne le pensent pas. Il s'agit en fait d'un pays occupé militairement par les Américains qui se réservent un droit de contrôle dans les domaines politiques et économiques. Selon les diplomates précités, aucune décision importante n'est prise à Séoul sans consultation préalable de Washington. La récente dévaluation du hwan a été imposée par les USA. Le 8 février, les Gouvernements de la République de Corée et des Etats Unis ont signé un accord d'aide économique et technique qui permet aux Américains de tenir en leurs mains l'activité du pays. La presse locale elle-même a critiqué assez vivement certaines stipulations de cet accord, dont je vous ferai parvenir le texte par un prochain courrier. Les USA, qui entretiennent en Corée une armée d'environ 80'000 hommes équipés d'armes les plus modernes et dont la générosité est très large, estiment non sans raison qu'ils ont un droit de surveillance. Mais une insidieuse propagande anti-américaine - communiste et neutraliste - déferle du Nord. Préférant les activités libérales aux travaux manuels, une masse toujours plus nombreuses de jeunes sud-coréens se lancent dans les études universitaires qui ne leur assurent aucun emploi; d'où augmentation du chômage, alors que la main-d'oeuvre qualifiée fait défaut. Désabusés, ces chômeurs intellectuels font de la politique et deviennent un terrain de culture particulièrement favorable

Neutral Nations Supervisory Commission

for Korea

- 4 -

SWISS DELEGATION

aux doctrines révolutionnaires. Dans leur résistance à cette propagande d'extrême-gauche, les Américains - pour mes informateurs - feraient souvent preuve d'un manque de psychologie. L'armée vit cloisonnée dans ses camps, ses clubs, ses magasins spéciaux (Post Exchange), tous fort luxueusement installés comparativement aux établissements locaux. L'occupant se replie sur lui-même et évite l'indigène. Il y a en Corée du Sud deux populations - américaine et locale - qui se côtoient sans aucun contact entre elles, à l'exception des relations officielles. Il en résulte une incompréhension mutuelle fort regrettable. Un journal local a, tout récemment, désigné l'Ambassadeur des USA comme le Gouverneur de la Corée du Sud. Ces frictions créent un climat de tension qu'on pourrait éviter avec un peu plus de tact et de souplesse. Pour quelles raisons le diplomate précité se croit-il obligé de faire fréquemment des déclarations sur des faits de politique intérieure du pays? Cette ingérence publique est en tout cas fort peu habile et ne manque pas de provoquer des commentaires désobligeants de l'adversaire, qui peut ainsi aisément accuser les Américains d'impérialisme.

Dans le Nord en revanche - toujours selon mes interlocuteurs - la présence chinoise est moins voyante. L'occupant chinois est plus proche du peuple; partageant la même existence, il comprend mieux ses besoins et a avec lui des contacts beaucoup plus étroits. La collaboration entre le "protecteur" et le "protégé" s'effectue ainsi sans heurt; alors que dans le Sud, les Américains - malgré leur générosité - sont enviés, mais guère appréciés. Des manifestations "US go home" se produisent assez fréquemment.

Comme c'est le cas dans tous les pays divisés, la réunification pose des problèmes complexes. Vous n'ignorez pas qu'en principe les USA sont en faveur d'élections générales dans toute la Corée sous la supervision des Nations Unies. Si cette proposition devait être finalement acceptée par les communistes - ce qui est improbable -, il est possible que ces élections donnent naissance à un parlement et à un gouvernement de tendances modérées. Le jeune Etat ne pourra cependant résister à une formidable pression politique, économique et culturelle du colosse chinois; le Premier-Ministre désigné sera rapidement dans l'obligation de demander le départ des troupes américaines. Or les USA, qui vraisemblablement ne pourront maintenir encore longtemps leurs bases au Japon, ne veulent pas "lâcher" la Corée qui présenterait, dans leur système de défense, un important point

Neutral Nations Supervisory Commission

for Korea

- 5 -

SWISS DELEGATION

d'appui avancé. Un officier supérieur américain m'a même prétendu que Washington, se rendant compte du danger d'abandonner ce pays à lui-même, ne désirerait en fait nullement que cette réunification s'effectue comme cela a été proposé officiellement. Des considérations politiques - la nécessité de pouvoir riposter aux accusations d'impérialisme de l'adversaire - a toutefois amené le Gouvernement américain à défendre sur le plan international un projet, dont la réalisation ne serait pas conforme à ses intérêts. La réunification de la Corée demeurera un problème insoluble, aussi longtemps que les rapports entre les Etats Unis et la Chine populaire ne seront pas sensiblement améliorés.

Conclusion

Est-il opportun d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud? Nous devons examiner, à mon avis, cette question - comme mentionné dans la note jointe à vos lignes précitée - "du point de vue de nos propres intérêts et dans le cadre général de nos relations avec d'autres pays". Nous pouvons en effet adopter une solution positive ou négative, notre position au sein de la NNSC - dont l'utilité, il convient de le souligner, ne réside plus que dans un acte de présence - n'en sera pas affectée; l'exemple de la Suède le prouve.

Les renseignements, que j'ai pu obtenir sur la situation économique et politique de cet Etat, sont défavorables. Les possibilités de développer nos échanges commerciaux sont des plus restreintes. Avons-nous, dans ces circonstances, intérêt à abandonner notre ligne de conduite, à savoir: éviter de reconnaître des Etats divisés? Je ne le pense pas. La Corée du Sud est un pays occupé, dont l'instabilité des institutions compromet l'avenir. Je ne vois aucun argument valable en faveur de l'établissement de relations diplomatiques avec Séoul. Un tel acte serait évidemment apprécié des Américains. L'Ambassadeur des USA, lors de ma visite de courtoisie et sans que j'aie abordé personnellement cette question, a tenu à attirer mon attention sur le prix qu'attacherait son Gouvernement à ce que la Corée du Sud soit reconnue par "toutes les nations du monde libre". A son avis, il faut encourager cet Etat dans ses efforts tendant à assurer sa position internationale. Il n'est donc pas impossible que Washington essaie par de discrètes pressions de nous inviter à nouer des relations diplomatiques avec

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea

- 6 -

SWISS DELEGATION

ce pays. En outre, comme mes prédécesseurs, j'ai également rendu visite au Chef du Protocole du Ministère des Affaires étrangères. Ce fonctionnaire a évidemment parlé de cette affaire et a fait mention des prochains entretiens au Département politique du nouveau chef de la délégation sud-coréenne auprès du Bureau européen des Nations Unies. Vous devez donc vous attendre à une démarche très pressante du diplomate précité et il ne sera guère aisé, si on veut éviter de froisser la susceptibilité orientale, de répondre par une fin de non-recevoir.

Si nous devons nous décider - puisque cela ne serait pas contraire à notre politique de neutralité - à nouer des relations diplomatiques avec la Corée du Sud, il serait amplement suffisant de se borner à accréditer à Séoul notre Ambassadeur au Japon. L'ouverture d'un Consulat ne se justifierait pas pour le moment, même si l'activité de la NNSC devait prendre fin et que nous ne pourrions alors plus disposer des informations de notre délégué à la NNSC. Je ne vois cependant pas l'opportunité d'une telle mesure dans les conditions actuelles.

Deux semaines en Corée sont insuffisantes pour se faire une opinion précise sur ce pays. Les considérations que je vous ai communiquées ci-dessus, ont donc - je le répète - un caractère provisoire. Au cours de mon séjour à Panmunjom, je continuerai, si le calme continue à régner au sein de la NNSC, à vous informer de l'évolution de la situation. Quant à la question que vous m'avez posée, je ne crois pas que le proche avenir m'amène à modifier mon point de vue.

J'adresse une copie de cette lettre directement à notre Ambassade à Tokyo.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

J. H. H. T